

QSE - Tribunes

« Ce que Marx dirait des gilets jaunes », Didier Lapeyronnie, liberation.fr, 27 décembre 2018



Tribune. Les gilets jaunes sont un objet non identifié. Leur mouvement n'a pas de précédent récent. S'il est original en France, il est d'une grande banalité dans la période actuelle et s'inscrit dans une tradition vieille de plus de deux siècles de mouvements qui surgissent dans des conjonctures mêlant des changements économiques brutaux à l'effondrement du système politique.

Le mouvement uni deux symboles. Le gilet jaune, tenue de ceux qui sont au bord de la route, les perdants de l'économie globalisée. Immobilisés, ils bloquent les ronds-points et détruisent les accès payants. Les invisibles deviennent visibles. Le drapeau français ensuite, qui flotte sur les ronds-points, est brandi dans les manifestations, porté sur le gilet, auquel s'ajoute *la Marseillaise*, chantée sans arrêt, y compris devant les cordons de police. Le gilet et le drapeau symbolisent les six caractéristiques du mouvement.

1. Ils définissent le «peuple» auquel se réfèrent les manifestants, peuple très divers mais uni par une même expérience des difficultés sociales.
2. Face à l'injustice, l'indignation est moins sociale que morale. Elle fabrique un peuple «en colère» comme beaucoup l'écrivent sur leur gilet : leur situation est due à la trahison

des élites «corrompues» qui se «gavent» et sont prêtes à «vendre» le pays. Le «peuple» veut procéder à l'exclusion de l'élite et la punir.

3. Le rejet moral débouche sur l'appel à une souveraineté populaire directe qui se fait entendre de plus en plus fort au fur et à mesure que le mouvement dure, se traduisant par une hostilité aux corps intermédiaires et aux médias et surtout aux parlementaires. Ni de droite, ni de gauche, l'essentiel est le face-à-face direct avec le Président dont on appelle à la démission.

4. Le mouvement est incapable de se structurer, de se donner des porte-parole ou d'accepter une négociation : ce serait trahison et corruption. Entre l'injustice ressentie et l'appel au peuple, il n'y a pas de cadre politique permettant de s'organiser ou de construire des revendications agrégeant les multiples demandes. Peu substantiel, le mouvement est facilement manipulable par des idéologies plus consistantes, ouvert aux rumeurs et sensible aux théories «complotistes».

5. L'ensemble prend la forme d'une volonté de revenir dans le passé, non dans une logique réactionnaire, mais pour y retrouver les équilibres sociaux et politiques assurant un avenir plus juste pour les «petits», leur permettant de reprendre la route.

6. Entre l'appel au peuple et les demandes diverses, il n'y a rien d'autre que des sentiments de la colère et un immense ressentiment. La violence en est l'aboutissement: elle maintient l'intégrité du mouvement. Elle est un court-circuit: elle fait entrer au cœur du système ceux qui sont dehors. Elle est la seule stratégie politique possible «pour se faire entendre».

Les gilets jaunes s'inscrivent dans la longue tradition des mouvements populaires, tels qu'on les connaît depuis le People Party ou les Narodniki au XIX^e siècle jusqu'au Tea Party. Ils en sont un avatar presque ordinaire. Ils diffèrent sur une dimension : ces mouvements ont été teintés d'une forte xénophobie, parfois de racisme, mêlés à l'hostilité aux pauvres qui bénéficient d'aides sociales. Ces thèmes ont été présents, mais ils sont restés mineurs.

La crise de la représentation

Marx a fait l'analyse la plus solide de ces mouvements, les expliquant par l'association des changements économiques, des difficultés sociales et de la crise de la représentation. Il n'y a presque rien à changer à son analyse. En 1848, les paysans parcellaires étaient confrontés à de profonds changements économiques mettant en cause leur existence. Comme les gilets jaunes manifestant dans Paris en petits groupes dispersés, leur isolement ne leur permettait pas de se constituer comme une catégorie unie apte à se défendre. Leurs intérêts les opposaient aux autres groupes sociaux, mais les conditions de leur existence les séparaient les uns des autres. Il n'existait pas de liens entre eux, aucune organisation, aucune identité. Incapables de se représenter, ils devaient être représentés, écrit Marx, et ils attendaient des représentants et de l'Etat qu'ils les protègent contre les autres classes et surtout contre les changements, afin de leur redonner leur «splendeur d'antan». Leur influence trouvait son expression dans la «subordination de la société au pouvoir exécutif», au politique. Marx était violemment hostile à ce type de mouvement, rejetant son économie morale et la volonté de «retour en arrière» comme l'appel au peuple et la philosophie de la misère.

Il y voyait le vecteur de la prise de pouvoir de Bonaparte, le principal soutien d'un régime autoritaire et fort et une forme de révolte «primitive», marquant la fin d'un monde tout en faisant obstacle à une nouvelle lutte de classes. Comme les paysans

parcellaires, les gilets jaunes sont le produit de la désintégration sociale et de l'injustice brutale produites par des changements économiques qui les laissent à l'écart et du vide dans lequel l'effondrement du système politique les a placés, en particulier la disparition de la Gauche dont il ne subsiste plus que des fragments caricaturaux. Ils sont le produit d'un «moment», moment du «peuple», inauguré lors de la dernière élection présidentielle, et qui peut durer de longues décennies comme nous le rappellent les paysans parcellaires dont la participation au plébiscite a précipité l'effondrement de la démocratie: il a fallu attendre près d'un demi-siècle pour que les luttes des classes s'affirment par la construction d'un mouvement ouvrier et d'une Gauche politique. Les gilets jaunes n'annoncent rien mais leur mouvement populaire exacerbe l'urgence qu'il y a aujourd'hui de sortir de ce «moment du peuple» en refondant la démocratie représentative en retrouvant les chemins de la lutte des classes.

[Didier LAPEYRONNIE Sociologue](#)

« Non, la lutte des classes théorisée par Marx n'est pas de retour ! », André Senik, lefigaro.fr, 28 juin 2019



FIGAROVOX/TRIBUNE - La crise des «gilets jaunes» puis le résultat des européennes marquent le retour de la vieille lutte des classes, juge-t-on souvent. Le philosophe André Senik n'est pas de cet avis.

André Senik est agrégé de philosophie. Il a publié Le Manifeste du parti communiste aux yeux de l'histoire aux éditions Pierre-Guillaume de Roux en 2015.

Doit-on parler du retour de la lutte des classes, entre la France qui vote LREM et celle qui vote RN?

Ou bien est-ce une façon exaltante de plaquer une vieille grille de lecture sur une situation inédite?

Revenons au sens précis des expressions qui nous peuvent nous servir à désigner les conflits qui structurent la vie politique, mais aussi à les penser et à les traiter.

On doit d'abord considérer comme pertinente et éclairante l'approche sociologique du «duel entre deux France», celle qui vote LREM et celle qui donne ses voix au RN.

Pour l'essentiel, il est bien démontré par la géographie électorale que coexistent en France ceux qui sont plutôt à l'aise dans la modernité et ceux qui en sont les moins gagnants sur tous tableaux.

Il est logique que ce clivage généralisé entre ceux qui ont moins et ceux qui ont plus, -un clivage expliqué en dernière instance par des causes économiques et sociales - fasse revenir chez certains l'expression de la lutte des classes, au sens marxiste du terme.

Toutefois, si l'on veut appeler les choses par leur nom et ne pas se tromper sur la nature de ce clivage, il faut commencer par rappeler le sens marxiste de «la lutte des classes».

Marx reprend à son compte la conception des classes sociales exposée par Ricardo. Celui-ci a défini les différentes classes sociales par leurs rôles respectifs dans l'économie, dans la production des richesses. Il a distingué trois classes: les propriétaires terriens, qui possèdent le sol et en perçoivent des rentes ; les capitalistes, qui possèdent le capital nécessaire à la production et qui en perçoivent des profits ; et les travailleurs, qui possèdent leur force de travail et en perçoivent des salaires. Ricardo parle du partage des richesses produites entre ces trois classes.

Avec Marx, «la lutte des classes» remplace «le partage entre les classes» parce que Marx ne conçoit les classes sociales que sur le mode de l'antagonisme qui les constitue en classes. La lutte des classes s'impose à ses yeux comme étant le seul rapport réel entre les classes en raison de l'exploitation qui oppose ceux qui travaillent contre salaires à ceux qui les emploient.

Entre les exploiters et les exploités d'un même pays n'existe alors aucun intérêt commun.

Marx ajoute que la classe des exploités modernes, les prolétaires, est celle qui produit les richesses, dont elle est dépossédée par les employeurs: elle est la classe d'avenir, la classe montante, parce qu'elle est la classe productive. Elle doit éliminer la classe dominante et la remplacer.

On ne retrouve rien de cette grille de lecture dans le tableau du clivage entre les deux France.

Eh bien, on ne retrouve rien de cette grille de lecture dans le tableau du clivage entre les deux France.

Premièrement la protestation des gilets jaunes contre l'injustice fiscale ne dénonce pas une forme d'exploitation: les classes moyennes inférieures ne se disent pas exploitées par les classes moyennes supérieures, même quand elles considèrent que Macron est le président des riches auxquels il fait des cadeaux fiscaux.

Leur protestation ne porte donc pas sur les revenus du travail qui seraient abusivement confisqués par ceux qui vont bien, mais sur la répartition opérée par la fiscalité de l'État. L'ennemi des gilets jaunes, c'est l'État.

Deuxièmement les classes moyennes inférieures - qui sont les moins gagnantes de la modernité - ne sont pas «la classe productive» dont les plus aisés ne seraient que des parasites.

En conséquence, elles ne sont ni la réincarnation du «tiers état» face aux «privilegiés parasitaires» au sens de Sieyès, ni «la classe montante» au sens marxiste, c'est-à-dire la classe porteuse d'un projet d'avenir pour toute la société.

Enfin, le rapport entre ces deux France ne se réduit pas à un antagonisme irréductible.

Elles sont toutes les deux dans le même bateau. Elles ont besoin l'une de l'autre.

C'est pourquoi la France qui va bien a tout intérêt à aider celle qui va moins bien à retrouver le chemin du progrès social dans le contexte mondial de la modernité et dans le contexte national de la démocratie libérale.

Les conséquences d'une lecture des fractures sociales au prisme de la lutte des classes

Une des conséquences de ce paradigme a été le style insurrectionnel donné à ce mouvement des gilets jaunes au nom de l'idée qu'il s'agissait d'une lutte sans compromis possible avec un ennemi de classe méritant l'hostilité sans mesure et sur tous les fronts.

Autre conséquence: au nom d'une lutte des classes pensée selon le schéma de pensée marxiste, la démocratie représentative a été dénoncée au profit d'une démocratie directe qui rendrait la parole au peuple des exclus, ce peuple qui ne se reconnaît pas dans les élus et plus généralement dans les élites.

Il est vrai que la démocratie représentative est le moyen politique d'élaborer des solutions acceptables par les diverses composantes de la société, et cela au moyen d'une démocratie délibérative et d'un État de droit. C'est pourquoi les divers extrémismes, qui tous veulent une société homogène, rejettent la recherche du consensus, de la délibération qui rend ce consensus possible, et de l'État de droit qui permet la coexistence pacifique des groupes sociaux aux intérêts divergents.

Le «rejet du système» réintroduit cette conception antagonistique du rapport entre les classes sociales.

Or ce «système» n'est rien d'autre que le nom donné par ses adversaires à la démocratie libérale, dont Churchill avait montré par gros temps que si elle est tout sauf idéale et parfaite, si elle n'est même que le moins mauvais des régimes, elle mérite cependant qu'on fasse la guerre pour la préserver.

Le retour à la lutte des classes déboucherait sur une impasse

Quel serait l'avenir d'une société où triompherait le rejet des élites, autrement dit de ceux à qui la modernité profite?

La dénonciation de l'oligarchie qui nous gouverne et nous domine - dénonciation qu'on trouve en particulier chez les Insoumis - est un recyclage de la lutte des classes, rien d'autre qu'un recyclage sémantique, qui s'est imposé à des révolutionnaires n'ayant plus la classe prolétarienne pour messie.

Mais qu'est-ce donc qui pourrait justifier et rendre désirable l'instauration d'une société qui décapiterait ses élites, sinon l'idée démagogique selon laquelle le bien-être des uns résulte forcément du mal-être des autres?

La vérité est aux antipodes de ce schéma. La vérité est que dans une société démocratique et moderne, les différents groupes sociaux ont besoin les uns des autres.

La responsabilité des responsables politiques est donc d'aider les relativement perdants de la mondialisation à en devenir eux aussi les bénéficiaires, pour le profit de tous.

Autres tribunes et articles publiés sur le même sujet

Olivier Galland et Telos sur Slate.fr

<http://www.slate.fr/story/172422/gilets-jaunes-lutte-des-classes-antiparlementarisme-elites>

Naima M’Faddel et Caroline Bray sur Huffpost, 8/12/18

https://www.huffingtonpost.fr/naima-mafaddel/les-gilets-jaunes-ou-la-nouvelle-lutte-des-classes_a_23611681/

Gille Laferté et Serge Paugam sur Libération.fr, le 20/12/2018

https://www.liberation.fr/debats/2018/12/20/apres-les-gilets-jaunes-repenser-les-classes-sociales_1699016

André Bercoff sur Atlantico, 01/05/2019

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3571550/les-gilets-jaunes-ont-invente-une-nouvelle-version-de-la-lutte-des-classes-le-retour-des-peuples-mouvement-social-pouvoir-democratie-andre-bercoff->

Luc Rouban, baromètre CEVIPOF le 29/01/2019

<http://ses.ens-lyon.fr/actualites/rapports-etudes-et-4-pages/les-gilets-jaunes-ou-le-retour-de-la-lutte-des-classes-cevipof-janvier-2019>